Septembre 2017 - N° 65

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

L'émergence du « *Made in Cameroon* »

Patrice Melom : Kribi, c'est parti !

L'Etat camerounais soulage la trésorerie des PME

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Miser sur l'industrialisation des PME locales

Certains investisseurs l'ont vite compris. Il n'y a pas que des grosses parts de marché à briguer pour se maintenir au sommet des multinationales florissantes. Les PME (petites et moyennes entreprises) sont de plus en plus porteuses de plus-values efficientes. L'industrialisation des pays émergents passe par ces entreprises à moyennes rentabilités, et donc à faibles placements financiers. Avec l'adoption du Plan directeur d'industrialisation (PDI) qui sera bientôt lancé par le Cameroun, le pays du Président Paul Biya entend devenir le laboratoire de « *l'usine de la nouvelle Afrique industrielle à l'horizon 2050* ». Ce n'est plus une simple projection, le programme en question prend forme.
Ce plan simple mais fortement rentable à moyen terme, repose sur trois secteurs-clés, à travers lesquels le gouvernement camerounais entend investir massivement et espère se faire accompagner à la fois par des financements étrangers et nationaux.
Le PDI repose essentiellement sur trois pistes d'investissements : l'agro-industrie, l'énergie et le numérique. En attendant la mise sur pied effective du PDI, plusieurs entités locales se préparent à bénéficier des largesses institutionnelles qu'offrira ce programme ambitieux requérant des investissements modiques, mais hautement rentables. Toutefois, il est évident que le PDI va permettre au Cameroun de connaître un essor industriel rapide et de grande envergure. Les investisseurs étrangers devront également s'affilier à ce plan qui permettra d'aboutir à un portefeuille industriel de qualité d'ici 2025. Pour y parvenir, les pouvoirs publics ont offert un cadre juridique au Plan directeur d'industrialisation, qui permettra aux entreprises intéressées de s'installer à proximité du port en eau profonde de Kribi.
Le PAK, parlons-en, vient de passer à sa phase opérationnelle. Avec la signature du contrat de concession de son terminal à conteneurs, le 25 juillet 2017, Kribi peut désormais déployer ses services portuaires et son projet de complexe industriel qui fait déjà courir de nombreux investisseurs locaux.
Dans la présente, le directeur général du PAK, Patrice Melom, par ailleurs coordonnateur de l'Unité opérationnelle dudit complexe industrialo-portuaire, se soumet volontiers aux questions de nos reporters. Il explique, dans les moindres détails, les contours de l'opérationnalité de l'espace portuaire qu'il dirige.
Autre paradigme qui renforce la crédibilité du label « *Made in Cameroon* », c'est bel et bien celui des épices. La forte demande des épices qui s'observe sur le marché du pays des Lions indomptables donne du goût aux investisseurs locaux. Autrement dit, les épices et autres produits d'assaisonnement des sauces, poissons et viandes européens s'exportent bien. L'espace asiatique aussi en redemande. Le marché local n'est pas en marge de cette petite révolution exotique pratiquée par des PME nationales. Les étals des supermarchés des métropoles camerounaises ne se désemplissent pas. Les épices du terroir font florès. Les géants de l'agroalimentaire international s'y investissent. Le Suisse Nestlé, par exemple, réalise mensuellement un chiffre d'affaires de 5 milliards FCFA dans la zone Cemac, grâce à son célèbre « *cube Maggi* ». Cette édition d'*Investir au Cameroun* permet aux lecteurs de s'imprégner des secteurs à faibles investissements, mais à grandes rentabilités.

AU SOMMAIRE

DOSSIER

08 • Cameroun, les petites mains de l'industrialisation

09 • Sotrabus, pionnier de l'assemblage des véhicules en Afrique centrale

09 • Des étudiants mettent au point le premier véhicule écologique « *made in Cameroon* »

10 • La PME Gariland International lance Nextcoffee, un café bio et diététique

10 • Aschenti Cocoa, la chocolaterie artisanale qui promeut le cacao camerounais au Canada

11 • Keuni Foods va à la conquête du marché des bouillons culinaires, grâce aux épices locales

11 • Avec une production de 300 tonnes par an, « *Logone riz* » tente une percée sur les marchés local et tchadien

LEADER DU MOIS

34 • Le Camerounais Jean Paul Missi réélu au poste de PCA de Shelter Afrique

INTERVIEW

12 • Patrice Melom : « *Le port en eau profonde de Kribi pourra grignoter des parts de marché importantes* »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Sylvain ANDZONGO, Idriss LINGE.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Nils COUTURIER

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

GESTION PUBLIQUE P 16-19

FINANCE P 20-22

AGRICULTURE P 23-24

ENERGIE P 25

TRANSPORTS P 26-27

INDUSTRIE P 28-29

MINES P 30

TIC & TELECOM P 31-32

SERVICES P 33

CASTING

ALHADJI BABA DANPULLO

Oummoul Koulsoumi, une jeune camerounaise âgée de 39 ans, a réussi à soutirer une somme de plus de 300 millions de francs CFA au milliardaire Baba Dapullo, présenté par le magazine Forbes comme étant la première fortune d'Afrique subsaharienne francophone. Pour parvenir à ses fins, la jeune dame s'est fait passer pour la fille d'Alhadji Mohamadou Abbo Ousmanou (elle est en réalité sa nièce), le très prospère homme d'affaires de Ngaoundéré, dans la partie septentrionale du Cameroun.

Grâce aux services d'un excellent imitateur, qui va alors se faire passer pour Alhadji Abbo lors de conversations téléphoniques avec Baba Danpullo, ce dernier va être rassuré et signer quatre chèques de 50 millions de francs CFA chacun, et les remettra à la jeune fille avec une somme de 160 000 euros (environ 105 millions FCFA) en espèces. Après avoir encaissé plus de 300 millions de francs CFA sur les 400 millions demandés pour la transaction immobilière, l'usurpatrice a fini par être rattrapée par la gendarmerie après la découverte du pot aux roses.

MONIQUE NTUMNGIA

Jeune juriste camerounaise âgée de 27 ans, la Camerounaise Monique Ntumngia vient de remporter, à Kigali, la capitale rwandaise, le premier prix du concours « Green Girls Monafrick Energy », organisé le 17 août 2017. Reçue après son prix par le ministre des PME, Laurent Serge Etoundi Ngoa, la passionnée des énergies renouvelables a émis le vœu de voir le gouvernement camerounais mettre en place un incubateur dans le secteur des énergies renouvelables.

Monique Ntumngia a été récompensée pour son « Green Girls Project », qui, à travers une ONG éponyme, permet de former des jeunes filles à la production du biogaz à partir des bio-digesteurs et des matières organiques végétales ou animales. « Green Girls Project » a été lancé en août 2016, et a bénéficié du soutien financier du département d'Etat américain, à travers son African Women's Entrepreneurship Program, qui permet de promouvoir l'entreprenariat féminin.

ABBAS MAHAMAT TOLLI

D'une enveloppe estimée à 7000 milliards de francs CFA en 2014, les dépenses effectuées par les six Etats de la Cemac, que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Tchad et la République centrafricaine, culminent à près de 3000 milliards de francs CFA en 2017, a révélé le Tchadien Abbas Mahamat Tolli, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). C'était en juillet dernier, au cours du dernier Comité de politique monétaire de cet institut d'émission des six pays de la Cemac.

Cette réduction drastique des dépenses publiques dans la zone Cemac (à hauteur de 4000 milliards de francs CFA au total), analyse le gouverneur de la banque centrale, est la conséquence des mesures d'ajustements budgétaires implémentées au sein des Etats, ou alors édictées par la BEAC, depuis le déclenchement de la baisse des cours mondiaux des matières premières (notamment le pétrole, dont cinq pays sur six sont producteurs) ; laquelle conjoncture prive les Etats de la Cemac d'importantes recettes budgétaires.

FREDERIK KLINKE

Nommé à l'issue d'un conseil d'administration tenu le 21 avril 2017, le Danois Frederik Klinke a été officiellement installé le 24 août 2017 à Douala, dans ses fonctions de Directeur général de Douala International Terminal (DIT), l'entreprise concessionnaire du terminal à conteneurs du port de Douala. Directeur financier et des projets chez APM Terminals avant sa nomination, Frederik Klinke remplace son compatriote Jakob Sidenius, qui aura dirigé DIT entre mai 2014 et avril 2017.

Doté d'une expérience de quinze ans dans le domaine maritime, le nouveau DG de DIT a tour à tour été directeur financier de Suez Canal Container Terminal, en Egypte, et de APM Terminals Tanger Med, au Maroc ; puis responsable du contrôle de gestion régional chez Damco Logistics Asie Pacifique. Selon les responsables de DIT, il justifie « *d'une connaissance singulière de l'environnement maritime, et d'une expérience particulière dans la gestion des terminaux portuaires* », qui lui permettront d'apporter « *à DIT une dynamique nouvelle, en droite ligne des engagements pris par les actionnaires de référence de DIT auprès des autorités du Cameroun* ».

CYRILLE NKONTCHOU

Le Fonds d'investissement Enko Capital, cofondé par les financiers camerounais Alain et Cyrille Nkontchou, s'est offert une participation minoritaire dans le capital social de la société de logistique AMI Logistics, basée à Dubaï, a-t-on appris de sources officielles. « *Nous avons la conviction que la synergie qui naîtra de la fusion entre les deux acteurs donnera naissance à un acteur important de la logistique en Afrique, et nous nous réjouissons déjà de soutenir la croissance de leurs activités à travers le continent* », a commenté Cyrille Nkontchou.

Au mois de mars 2015, Enko Capital avait déjà annoncé une prise de participation minoritaire dans le groupe de services financiers zambien Madison Financial Services PLC. Toutes ces acquisitions sont faites grâce au Enko Africa Private Equity Fund (EAPEF), un fond dédié à l'investissement en Afrique, dont le closing avait été effectué à 64 millions $ (environ 35,7 milliards de francs CFA).

AUDU OGBEH

Le 26 juillet 2017, à Calabar, dans l'Etat du Cross River, des agents de la douane nigériane ont intercepté trois cargaisons d'animaux importées du Cameroun, à destination du Nigeria, a révélé la presse nigériane. Les trois cargaisons, apprend-on, ont été embarquées dans un navire baptisé MV Flesh, et étaient constituées de 140 serpents de différentes espèces et 660 autres animaux divers.

Afin d'avoir le cœur net sur les auteurs de ces importations, informe la même source, le ministre nigérian de l'Agriculture et du Développement rural, Audu Ogbeh, a annoncé avoir aussitôt diligenté une enquête conduite par le service nigérian de quarantaine agricole (NAQS). A en croire M. Audu, les autorités nigérianes redoutent que ce type d'importation serve de canal au lancement « *d'une guerre biologique* » sur l'agriculture nigériane. « *Notre ambition est de devenir une nation agricole majeure. Si la qualité de ce que nous importons et celle des matériaux qui entrent sur notre territoire est inconnue, tout peut nous arriver* », a déclaré le membre du gouvernement nigérian.

Cameroun, les petites mains de l'industrialisation

Au début de cette année 2017, le gouvernement camerounais a annoncé l'adoption du Plan directeur d'industrialisation (PDI), dont l'objectif est de faire de la locomotive de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), « *l'usine de la nouvelle Afrique industrielle à l'horizon 2050* », souligne le ministre de l'Industrie et du Développement technologique, Ernest Gbwaboubou. Le PDI, apprend-on, repose sur trois secteurs clés, dans lesquels le gouvernement entend investir massivement. Il s'agit de l'agro-industrie, de l'énergie et du numérique.

Mais, en attendant la mise en œuvre de ce plan, qui n'échappera certainement pas aux contraintes multiformes liées à ce type de projet, des Camerounais audacieux et ingénieux sont d'ores et déjà à l'œuvre. Avec des moyens quelquefois modiques, des unités de production de fortune, ou parfois uniquement leur inventivité et leur ténacité comme seul capital, ceux-ci dessinent tout doucement la carte du Cameroun industriel des années à venir.

Ces entrepreneurs, que nous appellerons volontiers « *les petites mains de l'industrialisation du Cameroun* », n'ont certes rien à voir avec les mastodontes de l'industrie automobile, de l'agro-alimentaire, etc. Mais, ils ont au moins la particularité d'agiter devant les yeux des décideurs et autres financiers, qui ne semblent pas toujours regarder dans leur direction, qu'il existe bel et bien une ressource locale, capable d'étoffer le tissu industriel local, avec du génie en plus.

Mais, pour ce faire, il va leur falloir des soutiens. D'abord de la part des pouvoirs publics, qui doivent faire montre d'une réelle volonté politique, laquelle s'accommode de moins en moins de simples discours. Ensuite de la part des financiers, auxquels certains experts font le reproche de privilégier le financement de la consommation sous les tropiques, au lieu d'être des catalyseurs du développement. Enfin de la part des consommateurs, qui ont tendance à être plus à leur aise avec du Ferrero Rocher qu'avec une barre de chocolat local, dont l'emballage n'est certes pas luisant, mais qui contient quatre fois plus de cacao pur.

Brice R. Mbodiam

Avec des moyens quelquefois modiques, des unités de production de fortune, ou parfois uniquement leur inventivité et leur ténacité comme seul capital, des Camerounais audacieux dessinent tout doucement la carte du Cameroun industriel des années à venir.

Sotrabus, pionnier de l'assemblage des véhicules en Afrique centrale

Depuis l'année 2015, le Cameroun, en particulier, et l'Afrique centrale, en général, détient sa toute première unité de montage des véhicules. Il s'agit de la Société de transformation de bus (Sotrabus), spécialisée dans la construction de bus de transport de 45, 50 et 70 places.
Située dans la zone portuaire de Douala, la capitale économique camerounaise, cette entreprise emploie environ 150 personnes, qui s'échinent à monter deux bus chaque mois. Selon Albert Mbafe Konkou, l'ingénieur polytechnicien camerounais qui contrôle le capital de la Sotrabus, les bus produits dans la zone portuaire de Douala sont tropicalisés, puisqu'ils sont adaptés aux routes africaines ; continent que la Sotrabus ambitionne de conquérir sur le moyen terme, en commençant par l'Afrique centrale.
Selon le top management de Sotrabus, l'entreprise a déjà monté plus de 20 bus depuis sa création, lesquels engins font aujourd'hui la fierté de certaines compagnies locales (Finex, Trésor Voyages, ou encore Princesse Voyages, etc.) de transport interurbain, actives sur le triangle routier Yaoundé-Douala-Bafoussam, les trois principales villes du pays.
Eu égard à l'engouement des transporteurs pour ces premiers bus made in Cameroun, les responsables de la Sotrabus comptent bientôt passer d'une production de deux bus à environ quinze chaque mois, révèle Albert Mbafe Konkou, ingénieur en mécanique et ancien promoteur d'une compagnie de transport qui, le premier, aura franchi le pas de la construction des véhicules au

Cameroun. Bien avant des Chinois et autres Américains, qui, depuis le milieu des années 2000, annoncent la construction d'unités d'assemblage de véhicules dans le pays.

Des étudiants mettent au point le premier véhicule écologique « *made in Cameroon* »

Un groupe d'étudiants de la filière génie-mécanique de l'Ecole nationale supérieure polytechnique de

Maroua, située dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, a récemment présenté au ministre de la Jeunesse, Mounouna Foutsou, le premier véhicule écologique « *made in Cameroon* » conçu et fabriqué par leurs soins.
Fabriqué à partir de matériaux de récupération et d'un moteur importé, ce véhicule, qui ne possède pas de carrosserie, est alimenté par un dispositif de batteries lui offrant une autonomie de fonctionnement sur une distance de 90 km, à une vitesse moyenne de 80 km/h.
Equipé de cinq places assises, dont l'une a été occupée par le ministre de la Jeunesse le temps d'un essai plutôt concluant, ce véhicule non polluant peut, selon ses concepteurs, supporter des charges allant jusqu'à 250 kilogrammes.
La conception de ce véhicule a duré cinq ans, tandis que la fabrication proprement dite a pris seulement cinq mois aux porteurs du projet, qui espèrent désormais obtenir des soutiens financiers, aussi bien de l'Etat, des banques que des opérateurs économiques, pour affiner leur invention et contribuer ainsi à la lutte contre la pollution.

La PME Gariland International lance Nextcoffee, un café bio et diététique

Un café amélioré, enrichi aux épices locales et baptisé Nextcoffee. C'est la dernière trouvaille de Gariland International, une PME camerounaise spécialisée dans la transformation des produits agricoles, et qui a récemment été primée à Gaborone, au Botswana, pour l'innovation apportée dans la transformation du manioc.
En effet, après le jus de tapioca (Garilight), Gariland International a mis au point Gari plus, un kit d'aliments complets, composé de Gari (appellation locale du tapioca) bio fortifié, pré-sucré au stévia, puis enrichi avec pas moins de quinze fruits et légumes séchés.
Garyland International avait déjà fait sensation au Comice agro-pastoral d'Ebolowa en 2011, au cours duquel le chef de l'Etat camerounais avait lui-même été ébahi par les pâtes alimentaires produites par cette PME locale. Baptisées « *miondoninini* », ces pâtes sont faites à base de farine de manioc, de patates, de macabo, etc.
Le 11 décembre 2015, au cours d'une mini-foire organisée autour du cacao, le stand de Garyland avait de nouveau été très couru. On pouvait y déguster des « *enrobés de dattes aux fèves de cacao* » (commercialisés sous la marque Perles noires) dans lesquels les noyaux des dattes sont habilement remplacés par des fèves ; ou encore des « *fourrés de fèves de cacao* » (commercialisés sous la marque Pralines), dans lesquels les fèves séchées sont incorporées dans une sorte de gâteau à base de farine de patates.
Tous ces produits sortent d'une petite usine aux procédés semi-rudimentaires, installée depuis quelques années dans la ville de Mbalmayo, localité située dans la région du Centre du Cameroun.

Aschenti Cocoa, la chocolaterie artisanale qui promeut le cacao camerounais au Canada

Un couple de Camerounais, Christelle et Christian Mekoh, ont officiellement ouvert le 17 décembre 2016 sur l'avenue Corydon à Winnipeg, la capitale de la province du Manitoba au Canada, une chocolaterie dénommée Aschenti Cocoa. Cette unité artisanale de production du chocolat a la particularité de produire du chocolat à base de fèves de cacao venues tout droit du Cameroun, notamment d'une plantation acquise et exploitée depuis quelques années par les copropriétaires d'Aschenti Cocoa.
« *On veut que les gens vivent une expérience, qu'ils découvrent le chocolat, le chocolat pur. Ce qui m'a surpris lors de mes visites dans les plantations, c'est qu'il y a des agriculteurs qui n'ont jamais mangé de chocolat. Ils ont hérité des plantations de leurs grands-parents, de leurs parents. C'est fou. Vous travaillez toute votre vie avec quelque chose, mais vous n'avez jamais goûté au chocolat !* », explique Christelle Mekoh.
Pour rappel, selon les statistiques de l'ICCO, les plus grands producteurs de cacao dans le monde, qui sont des pays africains, sont aussi les plus petits consommateurs de chocolat. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, premier pays producteur de cacao, où l'on ne consomme que 48 grammes de chocolat par habitant et par an, contre 55 grammes au Ghana, 12 grammes au Nigeria et 20 grammes au Cameroun.
Les plus grands consommateurs sont les Suisses et les Belges, avec des ratios de consommation qui

atteignent respectivement 6 et 5,7 kg de chocolat par habitant et par an. Viennent ensuite les Allemands (4,03 kg par habitant et par an), les Français (3,43 Kg) et les Américains (2,45 kg).

Keuni Foods va à la conquête du marché des bouillons culinaires, grâce aux épices locales

Les ménagères qui ont du mal à maîtriser les différentes mixtures d'épices africaines susceptibles de relever le goût de leurs viandes, poissons et poulets, n'ont plus du mauvais sang à se faire. Il suffit de se rendre dans un supermarché de la place, et de se procurer un sachet de « *Secret* », une marque développée par la PME camerounaise Keuni Foods. Il s'agit d'un concentré d'épices du terroir déjà mixées, qui se décline sous plusieurs saveurs (poulets et autres viandes blanches, poissons et crustacés, puis viandes) et directement utilisable pour différents assaisonnements.
Cette PME s'attaque ainsi à un marché sur lequel règnent déjà des géants de l'agro-alimentaire, à l'instar du Suisse Nestlé, qui réalise mensuellement 5 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires dans la zone Cemac, grâce à son célèbre cube Maggi.
Une situation qui ne semble pas inquiéter la promotrice de Keuni Foods, qui compte sur un avantage comparatif majeur. « *Nos produits sont 100% naturels avec une pincée de sel pour conservateur. Dans un environnement où beaucoup d'éléments entrant dans la cuisson de nos plats sont chimiques, voire dangereux pour la santé,* "Secret" *est l'innovation qui permet d'assaisonner nos plats sans danger pour notre santé* », explique Aïcha Noucti Kadji.
A en croire cette entrepreneure, petite fille du milliardaire Joseph Kadji Defosso, l'un des plus grands capitaines d'industrie du Cameroun, son projet découle d'un constat simple :

« *les consommateurs camerounais, en particulier, et africains, en général, sont de plus en plus conscientisés et mieux éduqués sur les questions d'ordre nutritionnel* ».

Avec une production de 300 tonnes par an, « *Logone riz* » tente une percée sur les marchés local et tchadien

A côté du riz de Ndop, cultivé dans la localité éponyme de la région du Nord-Ouest, celui de Tonga, dans la région de l'Ouest, et surtout la marque Semry (Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua), dont la production atteint souvent 100 000 tonnes par an ; il faut désormais compter « *Logone riz* » parmi les marques camerounaises.
Lancée par la coopérative TPA, qui a monté une unité de décorticage du paddy frais dans la ville de Yagoua, dans la région de l'Extrême-Nord, « *Logone riz* » est désormais disponible dans les marchés des trois régions septentrionales du Cameroun, puis dans les villes tchadiennes de Bongor et de Fianga, confie Ahmadou Wadiri, PDG de la coopérative TPA.
A en croire ce responsable de TPA, la ruée des consommateurs vers ce riz local, qui a la particularité d'être directement décortiqué après sa récolte dans les rizières (le paddy ne passe pas par des magasins de stockage), est telle que la coopérative entend porter sa production annuelle de 300 tonnes à 1200 tonnes, à partir de l'année 2018.
Pour rappel, la demande en riz au Cameroun se situe autour de 300 000 tonnes par an. Afin de combler le déficit de la production locale, les opérateurs de la filière ont, par exemple, mobilisé 212 milliards de francs CFA pour les importations (819 800 tonnes) en 2013, selon les statistiques du Comité technique national de la balance des paiements.

Patrice Melom : « *Le port en eau profonde de Kribi pourra grignoter des parts de marché importantes* »

Au lendemain de la signature du contrat de concession du terminal à conteneurs du port en eau profonde de Kribi (le 25 juillet 2017, ndlr), le directeur général du Port autonome de Kribi fait le point de la situation sur cette infrastructure portuaire, dont la mise en service est de nouveau annoncée avant la fin de cette année 2017.

Investir au Cameroun : Sur le projet de Kribi, on a parlé au départ d'un complexe industrialo-portuaire, puis du port en eau profonde de Kribi ?
Patrice Melom : A ce jour, je suis le directeur général du Port autonome de Kribi et je suis encore le coordonnateur de l'Unité opérationnelle du complexe industrialo-portuaire. J'exerce les deux fonctions. C'est dire qu'en dehors du port, nous continuons à développer les autres composantes du complexe. Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, nous n'avons jamais vu les choses que de manière intégrée.

IC : Le port en eau profonde de Kribi est idéalement situé sur la médiane continentale. Mais, vous avez à côté de cette infrastructure d'autres ports d'une certaine envergure. On a surtout Lomé, tout comme le port de Lagos. Qu'est-ce que le port de Kribi promet aux opérateurs, afin qu'ils puissent venir y effectuer des opérations, plutôt que de faire recours à un autre port ?
PM : Quand nous avons lancé l'opération pour pouvoir choisir l'opérateur pour le terminal à conteneurs, l'une des conditions était que le candidat prouve qu'il a un engagement avec un armateur. Celui que nous avons aujourd'hui a fait mieux que cela. Il a carrément fait en sorte que l'armateur soit actionnaire dans le projet. Celui-ci est *(CMA CGM, ndlr)*, dois-je le rappeler, le troisième mondial. Vous avez donc le trafic que cet

Patrice Melom, directeur général du Port autonome de Kribi : « *En réalité, quand on met une structure comme le port autonome en place, on a pour objectif de grignoter des parts de marché, étant donné qu'elles existent déjà.* »

opérateur amène, et puis nous avons mis en place des critères de compétitivité, parce que la performance d'un port repose sur plusieurs éléments : le tarif, les délais de passage ou *transit time*, et même la qualité du service.

Nous avons à cœur de grignoter des parts de marché chez nos concurrents. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le gouvernement, s'agissant du port de Kribi, a plutôt pensé à un complexe. Parce que le port devrait se nourrir du trafic provenant des activités industrielles du complexe. C'est aussi pour cette raison que nous avons une composante portuaire, qui permet de faire rentrer et sortir les marchandises, une composante industrielle et une composante infrastructurelle. Vu sous cet angle, Kribi n'a pas de problème de compétitivité.

IC : Le quai du port de Kribi ne mesure qu'un peu plus de 600 mètres. Ceci limite quand même cette infrastructure et donc réduit sa compétitivité, au regard de ce qui existe ailleurs…
PM : Les autres composantes du port seront mises sur pied progressivement. Quand vous parlez de 615 mètres, effectivement c'est la première phase. Nous sommes en train de lancer la deuxième phase, qui va rallonger les quais de 700 mètres. Ce travail doit commencer d'ici la fin de l'année 2017. Au bout de 25 ans, le design arrêté prévoit un linéaire de 6500 km. Vous conviendrez avec moi que cela ne peut pas se faire d'un seul coup, parce que cela induit des coûts énormes.

IC : Quel seront vos priorités ? Ramener de nouveaux navires au port de Kribi ou alors aller piquer sur ceux qui accostent chez les concurrents ?
PM : En réalité, quand on met une structure comme le port autonome en place, on a pour objectif de grignoter des parts de marché, étant donné qu'elles existent déjà. C'est pour cette raison qu'il faut mettre sur pied les critères de performance et de compétitivité. Contrairement au port de Douala, le port de Kribi entend conquérir des parts de marché au niveau de l'Afrique de l'Ouest. Nous créons donc des conditions nécessaires, afin que les navires qui partent de l'Asie et d'ailleurs ne fassent plus escale à Cotonou ou Lomé, mais viennent au port de Kribi. Je suis certain qu'en mettant en avant les éléments coûts et délais de passage, le port en eau profonde de Kribi pourra grignoter des parts de marché importantes.

IC : Dans vos projections les plus optimistes, vous pensez à quel taux de fréquentation à long terme ?
PM : Les installations actuelles sont dimensionnées, pour le terminal à conteurs, à 350 000 conteneurs EVP, et 1500 tonnes pour le terminal polyvalent. Selon les prévisions, au bout de quatre ans d'activités, le terminal à conteneurs doit arriver à saturation, soit 350 000 boîtes. C'est pour cette raison que nous avons pris l'option de lancer la deuxième phase, sachant très bien que la construction du 2ème terminal à conteneurs durera quatre ans.

IC : Vous avez parlé tout à l'heure des délais de passage, qui demeurent un gros défi pour les ports en Afrique. Quels sont les arguments que vous mettez en avant pour attirer les investisseurs ?
PM : Je peux citer le fait que nous allons démarrer le port de Kribi avec des procédures dématérialisées. Il y a quelques semaines, j'ai signé un protocole d'accord avec le directeur général du guichet unique dans ce sens. Le navire test que nous avons reçu *(Le Medi Lisbon, qui a accosté le 22 juin 2017, ndlr)* a été géré grâce à cette procédure.

IC : Plusieurs opérateurs économiques ont évoqué la question des infrastructures connexes de ce port, notamment la ligne de chemin de fer Mbalam-Kribi, ou encore la route Olama-Kribi, comme un préalable au fonctionnement optimum de ce port. Que leur répondez-vous ?
PM : Nous avons une composante infrastructure. Et dans le cadre du complexe industrialo-portuaire, il est prévu un *backbone* d'une largeur de 350 mètres, dans lequel nous logerons en même temps l'autoroute et le chemin de fer. Les études sont achevées. La construction du tronçon d'autoroute entre le port et Kribi est à un taux de réalisation de 60%. Les études du tronçon d'autoroute de Kribi, qui va remonter vers Edéa, sont achevées. En ce moment, nous recherchons les financements. Pour ce qui est de la route Olama-Kribi, je crois savoir que les procédures de contractualisation sont en cours.

« Nous sommes en train de lancer la deuxième phase, qui va rallonger les quais de 700 mètres. Ce travail doit commencer d'ici la fin de l'année 2017. »

C'est un tronçon découpé en trois lots et les procédures de contractualisation sur ces trois lots sont en cours. Ceci suppose que les financements sont bouclés.

Sur la route Ebolowa-Kribi par Akom II, on a pris un petit retard. A un moment donné, on avait obtenu un financement chinois qui n'a pas abouti. Mais, je crois savoir que le gouvernement est à la recherche d'un partenaire sur ce chantier. Dans le cadre du schéma d'aménagement de la ville portuaire, il est prévu qu'après l'autoroute, qui est en 2×3, on ait 2×2 voies, à partir du port jusqu'à Campo, ville qui ouvre sur la Guinée équatoriale. Nous avons fait goudronner le tronçon de route de Kribi jusqu'au port. Le ministre des Travaux publics a confirmé que les travaux de confortement seront faits sur l'axe Kribi-Edéa…

IC : Qu'est-ce qui a motivé le choix de Bolloré comme partenaire sur le terminal à conteneurs ?
PM : Bolloré a été retenu à l'issue de procédures très rigoureuses. Il y avait beaucoup de candidats au début. Il y a d'abord eu une présélection. Ensuite, on a eu un dialogue de pré-qualification avec ceux qui avaient été présélectionnés. Il y a eu une 2ème présélection. C'est après cette étape que ceux retenus ont été invités à produire des offres. Il y a eu des commissions d'analyses présidées par les collaborateurs du Premier ministre. C'est donc après l'analyse des offres que le groupement conduit par Bolloré a été choisi. Par exemple, quand on tient compte du critère sur le ticket d'entrée, ils ont mis suffisamment les moyens. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles Bolloré a été choisi.

IC : Qu'est-ce que vous pouvez dire aux opérateurs économiques pour les attirer vers Kribi, pour leur faire comprendre que leurs activités sur le port en eau profonde de Kribi seront plus bénéfiques, par rapport à Douala ?
PM : Il y a un gain en amont, du fait que c'est des gros navires qu'on va accueillir à Kribi. Nous sommes également en train de réfléchir à la mise en

place d'un système de cabotage entre Kribi et Douala, parce que la route ne pourra pas tout supporter. Il est question qu'on mette sur pied un système qui permettra de charger des petits navires à partir de Kribi, qui pourront accoster à Douala. En attendant l'autoroute et le chemin de fer, c'est ce moyen que nous allons utiliser.

IC : On a souvent enregistré les problèmes d'indemnisations qui plombent certains projets. Le complexe industrialo-portuaire de Kribi en sera-t-il épargné ?
PM : Malheureusement, les problèmes d'indemnisations demeurent. On avait commencé avec les populations qui ont été déguerpies dès l'installation du port. Je pense que le gouvernement va achever cette opération. Sur l'autoroute, la procédure est en cours. Je dois cependant mettre à l'actif des populations qu'elles sont plutôt citoyennes. Ce n'est pas à Kribi qu'on a observé le plus grand nombre de grèves au sujet des indemnisations. Aujourd'hui, l'autoroute est pratiquement à 60% de taux de réalisation, mais on a très peu observé les mouvements d'humeur des populations. Elles attendent tranquillement les indemnisations. Le gouvernement prend toutes les mesures pour résoudre ce problème.

IC : Quelle est votre stratégie pour arriver rapidement à un équilibre financier, afin de ne plus dépendre de l'Etat ; et quels sont les défis qui, à votre avis, sont les plus urgents ?
PM : Dans son fonctionnement, une infrastructure comme le port n'a pas toujours besoin de l'Etat. L'Etat intervient pour le volet investissements, parce que c'est quand même très lourd. Et je voudrais vous dire que ce soit la première phase ou la deuxième phase de la construction du port, le montage financier qui a été mis en place est tel que les recettes du port doivent rembourser les prêts. Si je prends la phase II de l'extension du port, nous sommes allés plus loin en obtenant que les 15% de contrepartie à payer par le gouvernement, soient pris en charge par l'opérateur en termes d'investissements. En clair, le gouvernement ne paiera pas les 15% de la phase II.

IC : Le projet d'exploitation du gisement de fer de Mbalam est une composante importante dans l'activité du port en eau profonde de Kribi. Avec les retards observés sur le démarrage de ce projet, est-ce que le business model du port a été réajusté, de manière à asseoir un bon équilibre financier en dehors de ce projet minier ?
PM : Nous avons introduit dans le contrat de concession ce qu'on appelle les trafics garantis. C'est-à-dire que le partenaire s'engage à nous payer, quel que soit le cas. Tous les trois ans, nous allons procéder à une évaluation afin de voir comment orienter nos activités, parce que l'équilibre économique du contrat peut être sujet à certaines secousses pour la survie même de l'activité.

IC : Il y a quelques temps, vous avez lancé des appels d'offres pour des travaux sur le port. Pourquoi le partenaire ne s'est-il pas occupé de cet aspect ?
PM : Il y a trois instances qui interviennent dans le processus. Il y a des choses qui doivent être faites par le partenaire. L'appel d'offres dont vous parlez concernait tout ce dont le port a besoin pour fonctionner. L'opérateur aura son système d'information. En ce qui concerne les radars, ils font partie des outils nécessaires pour faire fonctionner le port. Tous ces outils sont du ressort de l'autorité portuaire.

Patrice Melom, directeur général du Port autonome de Kribi : « *Dans son fonctionnement, une infrastructure comme le port n'a pas toujours besoin de l'Etat.* »

IC : Quels sont vos premiers clients pour les prochains mois ?
PM : Nous avons une clientèle qui est juste à côté. Nous avons des investisseurs tels que la Socapalm (Société camerounaise de palmeraies), qui sont venus nous voir pour faire des investissements. Par rapport à l'étranger, immédiatement après la signature du contrat de concession intervenue il y a quelques semaines, nous allons engager avec le partenaire une campagne qui va nous amener à rencontrer des organisations en Asie et ailleurs. CMA-CGM va amener des navires. Au cours des prochains mois, nous allons redoubler d'ardeur au travail.

Entretien réalisé conjointement avec la CRTV

GESTION PUBLIQUE

L'Etat camerounais dope la trésorerie des entreprises, grâce au remboursement des crédits TVA pour 16 milliards FCFA

Le Trésor public camerounais a mis en paiement, au titre du mois d'août 2017, une enveloppe de 16 milliards de francs CFA pour le remboursement des crédits TVA aux entreprises locales, annonce dans un communiqué officiel le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey.
Le gouvernement met ainsi en œuvre une promesse faite, il y a quelques jours, au bureau exécutif du Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM), auquel le ministre des Finances avait révélé, au sortir d'une audience, l'instruction du chef de l'Etat visant à débloquer une enveloppe globale de 180 milliards de francs CFA au profit des entreprises.
Sur cette enveloppe, avait expliqué Alamine Ousmane Mey, 80 milliards de francs CFA seront mis à la disposition des banques pour relancer les crédits aux entreprises, tandis que 100 milliards de francs CFA serviront au paiement des prestataires de l'Etat et au remboursement des crédits TVA aux entreprises locales.
Au Cameroun, le remboursement des crédits TVA constitue un véritable casse-tête pour les entreprises. En effet, excipant généralement des difficultés de trésorerie, l'Etat a pris l'habitude de retenir par devers lui ces fonds, souvent pendant des années, plombant ainsi la trésorerie des entreprises, lesquelles sont pourtant en quête perpétuelle de financements pour développer leurs activités.
A titre d'exemple, à la fin de l'année 2013, selon les statistiques du GICAM, l'Etat camerounais avait accumulé des arriérés de crédits TVA pour environ 52 milliards de

francs CFA. A fin juillet 2016, les membres de l'Association des raffineurs des oléagineux du Cameroun (ASROC), qui produisent entre 90 et 95% des huiles végétales raffinées et des savons de ménage en vente au Cameroun et dans la zone Cemac, réclamaient encore à l'Etat le remboursement de cinq années de crédits TVA.
La situation est si préoccupante que le 13 mars 2017, au cours de la tenue à Douala de la 8ème édition du Cameroon Business Forum (CBF), plateforme d'échange entre le secteur privé et les pouvoirs publics, les opérateurs économiques ont suggéré à l'Etat la création d'un compte séquestre, afin de garantir le remboursement des crédits TVA aux entreprises. Cette doléance venait après une première, faite en décembre 2013 par le défunt président du GICAM, André Fotso, qui avait alors souhaité voir l'Etat lancer un emprunt obligataire spécifique, afin d'apurer les crédits TVA.
Pour rappel, selon la réglementation fiscale en vigueur au Cameroun, les entreprises exportatrices, que l'application du taux zéro en matière de TVA met en situation de crédits structurels, doivent introduire une demande de remboursement de cette taxe au bout de trois mois de cumul de crédits. Les fonds y afférents doivent leur être remboursés dans un délai réglementaire de deux mois, qui est rarement respecté par l'Etat.

LA VITRINE DU CAMEROUN SAGO

7ème édition

24 au 29 juillet 2018-Yaoundé

• Journées thématiques • Conférences • Exposition
• Soirée des partenaires • Rencontres

« Le Cameroun sur le chemin de l'émergence : politiques publiques et implication du citoyen »

La **Vitrine du Cameroun-SAGO** est une plateforme citoyenne de participation à la construction d'un Cameroun prospère, uni et solidaire. Lancée en 2012, cet évènement mobilise chaque année, les acteurs des secteurs public et privé qui y rencontrent un nombre grandissant de partenaires d'affaires potentiels et de citoyens, année après année.
La 7ème édition prévue du 24 au 29 juillet 2018 met en vitrine les politiques publiques et la participation citoyenne sur les sentiers de l'émergence du Cameroun projetée à l'horizon 2035.

La **«Vitrine du Cameroun-SAGO»** innove avec les journées thématiques qui se déclineront par secteur. Durant 6 jours, seront passés en revue les secteurs tels : gouvernance, Economie & industrie, agropastoral, mines & développement durable, éducation & recherche, énergie & Infrastructures, culture, santé et services sociaux, TIC & économie numérique.

Les journées thématiques se veulent un moment unique de grande visibilité sectorielle offert aux organisations publiques et aux entreprises privées pour communiquer sur leurs activités, leurs projets et programmes et communier avec leurs différents publics.

Fort du succès de la première édition, Communes et Villes Unies du Cameroun-CVUC revient avec le 2ème Forum des Collectivités Territoriales Décentralisées organisé à l'intérieur de la **«Vitrine du Cameroun-SAGO»**. L'association compte 374 Magistrats Municipaux qu'elle entend mobiliser à cette occasion, ainsi que les partenaires au développement engagés à leurs côtés. Les échanges porteront sur les politiques publiques locales.

La plateforme est ouverte à tous : Ministères, entreprises publiques, parapubliques et privées, Parlement, projets et programmes gouvernementaux, partenaires au développement, les PME/PMI, collectivités territoriales décentralisées, ONG et citoyens .

SAGO, une plateforme citoyenne au service du développement du Cameroun

Pour un partenariat, une réservation, prenez contact au :
Téléphone : +(237) 242 66 60 44 / 242 60 78 49 / 677 88 63 22 / 655 69 88 85
Email : mcommunicateur@yahoo.fr / **Site web :** www.sago.cm

Programme National de Gouvernance

camtel

L'AFFICHEUR

COMMUNES ET VILLES UNIES DU CAMEROUN
UNITED COUNCILS AND CITIES OF CAMEROON

Consommation de l'alcool : les Camerounais devancés par les Gabonais et les Equato-guinéens dans la Cemac

Contrairement à une idée bien répandue, les Camerounais ne sont pas les plus grands consommateurs d'alcool en Afrique. Selon une étude que vient de rendre publique l'Organisation mondiale de la santé (OMS), laquelle étude calcule le nombre de litres d'alcool pur consommé par an et par habitant de plus de quinze ans, le Cameroun pointe au 12ème rang en Afrique, sur 49 pays concernés par l'enquête.

Dans la zone Cemac, le Cameroun est devancé par le Gabon, qui détient la palme d'or de la consommation de l'alcool en Afrique, avec une moyenne de 9,01 litres d'alcool pur (par an et par habitant de plus de quinze ans) ; devant des pays tels que le Nigeria, le Rwanda ou encore l'Afrique du Sud, mais également la Guinée équatoriale, autre pays de la zone Cemac classé 11ème, juste devant le Cameroun (voir le classement général ci-dessous).

Ce classement obtenu sur la base de moyennes sur l'ensemble de la population, apprend-on, est étayé par un autre, plus précis, qui se focalise uniquement sur les buveurs d'alcool, en excluant toutes les populations abstinentes. Ici encore, c'est la performance du Tchad, pays majoritairement musulman, qui détonne dans la zone Cemac, avec une consommation moyenne annuelle qui culmine à 33,9 litres par habitant.

Consommation des pays africains en litres d'alcool pur, par an et par habitant de plus de 15 ans
(NB : Les chiffres de la Mauritanie, de la Libye, de la Somalie et de la Namibie, ne sont pas disponibles)

1	Gabon	9.01
2	Nigeria	8.90
3	Ouganda	8.33
4	Afrique du Sud	7.77
5	Rwanda	7.12
6	Sierra Leone	6.74
7	Burundi	6.32
8	Angola	6.20
9	Tanzanie	6.20
10	Botswana	5.98
11	Guinée équatoriale	5.73
12	Cameroun	5.64
13	Swaziland	5.05
14	São Tomé & P.	4.42
15	Seychelles	4.33
16	Burkina Faso	4.29
17	Côte d'Ivoire	3.99
18	Zimbabwe	3.85
19	Cap-Vert	3.25
20	Liberia	3.07
21	Lesotho	2.92
22	Zambie	2.75
23	Maurice	2.65
24	Gambie	2.44
25	Congo (Kinshasa)	2.41
26	Guinée-Bissau	2.28
27	Ghana	1.84
28	Congo (Brazzaville)	1.75
29	Centrafrique	1.73
30	Kenya	1.73
31	Soudan	1.73
32	Malawi	1.44
33	Tunisie	1.26
34	Bénin	1.18
35	Djibouti	1.13
36	Togo	1.13
37	Mozambique	1.10
38	Madagascar	0.92
39	Éthiopie	0.69
40	Mali	0.62
41	Érythrée	0.58
42	Tchad	0.46
43	Maroc	0.45
44	Sénégal	0.23
45	Égypte	0.20
46	Guinée	0.20
47	Comores	0.14
48	Algérie	0.11
49	Niger	0.10

Plus d'une centaine de morts sur les routes camerounaises en deux mois

Depuis le mois de juillet 2017, il ne se passe pratiquement pas un jour sans qu'un accident de route mortel soit signalé sur le territoire camerounais. De l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, les accidents de la route, au cours des deux derniers mois, ont fait plus d'une centaine de morts et de nombreux blessés, selon le décompte effectué par le Ministère des transports.
Réagissant à ce phénomène devenu inquiétant en cette veille de rentrée scolaire dans le pays, ce département ministériel vient d'organiser une réunion de crise à Yaoundé, la capitale camerounaise, avec les opérateurs du secteur du transport routier. Après avoir annoncé la suspension d'activités de certaines des agences de voyages impliquées dans ces accidents de la voie publique, ainsi que le retrait des permis à sept conducteurs, le Ministère des transports a promis de redoubler les contrôles sur les activités des compagnies de transport, afin de mettre hors du circuit tous les véhicules en mauvais état et les chauffards en activité dans les compagnies.
Pour rappel, selon les statistiques officielles, les causes de 80% des accidents de la route qui surviennent sur le territoire camerounais sont humaines, notamment l'excès de vitesse ; contre 20% seulement pour les causes liées à l'état du réseau routier.

Le Niger à l'école du Feicom, la banque camerounaise des communes

Une délégation de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales du Niger (ANFICT) vient de séjourner dans la capitale camerounaise, à l'effet de s'inspirer du modèle de gestion implémenté depuis 43 ans par le Fonds spécial d'intervention intercommunal (FEICOM), la banque camerounaise des communes.
Les responsables en charge de cette institution nigérienne souhaitent ainsi suivre les traces du FEICOM, après leurs consœurs du Gabon, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, qui sont déjà toutes venues apprendre auprès de la banque camerounaise des communes.
Pour rappel, cette structure étatique a, au cours de l'année 2016, alloué une enveloppe globale de 36,7 milliards de francs CFA au financement des projets dans 266 communes du Cameroun, contre seulement 21,13 milliards de francs CFA en 2015.

FINANCE

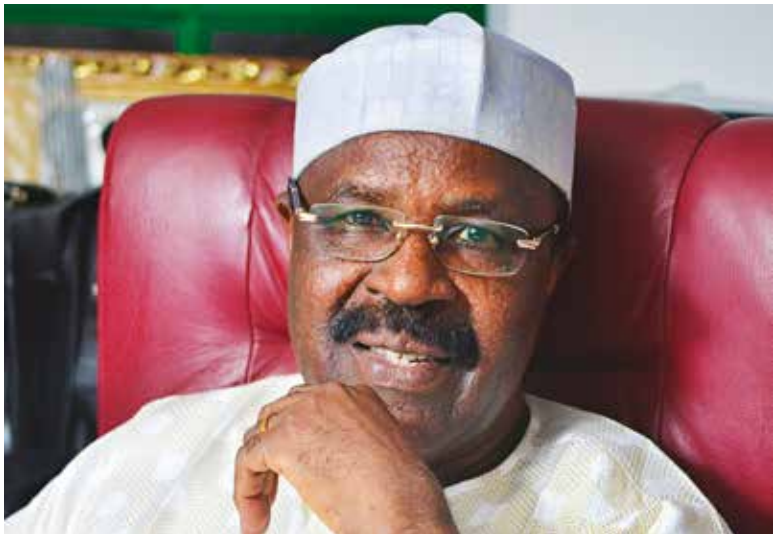
Malgré une conjoncture morose, les crédits accordés par les banques camerounaises ont progressé de 28,9% au 1er trimestre 2017

Selon le Comité monétaire et financier national (CMFN) du Cameroun, le volume de crédits accordés aux acteurs économiques par les banques locales, au cours du premier trimestre 2017, a augmenté de 28,9% par rapport à la même période en 2016.

Dans le détail, ces financements à l'économie sont passés de 2440,9 milliards de francs CFA en mars 2016 à 3145,8 milliards de francs CFA à fin mars 2017, soit une augmentation de plus de 700 milliards de francs CFA, apprend-on. Cette embellie, reconnaît d'ailleurs le CMFN dans son rapport, est en partie la conséquence de la forte sollicitation des banques par l'Etat et ses démembrements, qui demeurent les principaux clients des institutions bancaires camerounaises.

En effet, face aux difficultés de trésorerie que lui imposent les dépenses liées à la lutte contre Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, et la baisse des recettes publiques provenant des matières premières, l'Etat camerounais sollicite de plus en plus les banques pour financer son fonctionnement et ses investissements. A titre d'exemple, depuis le début de l'année 2017, le Trésor public camerounais est très actif sur le marché des titres publics de la BEAC (les banques en sont les principaux acteurs), avec un rythme de mobilisation des fonds de 7 milliards de francs pratiquement tous les dix jours.

Reçu par Macky Sall et José Mario Vaz, le milliardaire camerounais Baba Danpullo promet d'investir au Sénégal et en Guinée-Bissau



De l'avis de la presse sénégalaise, aucun homme d'affaires n'a reçu pareil accueil sous la présidence de Macky Sall à la tête du Sénégal. En effet, sur invitation du chef de l'Etat sénégalais, le milliardaire camerounais Alhadji Baba Danpullo, présenté par le magazine *Forbes* comme étant la première fortune d'Afrique subsaharienne francophone, a été reçu à Dakar à la fin du mois de juillet 2017. En 48 heures, apprend-on aussi bien de la presse sénégalaise que des proches de l'homme d'affaires de Ndawara, dans la région du Nord-Ouest du Cameroun ; Alhadji Baba Danpullo a eu droit à un accueil princier : audience au palais présidentiel ; remise de la médaille du Lion d'or, la plus haute distinction honorifique sénégalaise ; prière à la mosquée de Dakar, en compagnie du président Macky Sall…

Mais, au-delà de ces oripeaux protocolaires, le moment phare de la visite de l'homme d'affaires le plus riche d'Afrique subsaharienne francophone en terre sénégalaise, a certainement été cette rencontre entre la forte délégation qui accompagnait le « *Roi du thé* » (parmi eux, se trouvait Mohamadou Ahidjo, fils du premier président camerounais, Ahmadou Ahidjo, enterré à Dakar, Ndlr), les autorités publiques et des investisseurs sénégalais.

Cette réunion a permis, pour les uns, de présenter les différentes opportunités qu'offre le pays de la Teranga en termes d'investissements ; et pour les autres, d'en explorer les plus rentables. A en croire nos sources, les investissements dans l'immobilier et le secteur de l'agro-alimentaire ont particulièrement retenu l'attention du milliardaire camerounais, qui a ensuite mis le cap sur la Guinée-Bissau.

Ici encore, le tapis rouge lui a été déroulé : accueil à l'aéroport avec banderole de bienvenue en langue portugaise par le premier ministre, Oumarou Sissoko Ambalo, puis réception au palais présidentiel par le chef de l'Etat bissau-guinéen. A cette occasion, le Président José Mário Vaz n'a pas caché à Baba Danpullo l'objet de son invitation dans son pays : voir le milliardaire camerounais prendre une part active dans le développement économique de la Guinée-Bissau, en y investissant massivement.

Après avoir rassuré le chef de l'Etat bissau-guinéen sur son intention de saisir toutes les opportunités d'investissements qu'offre son pays, comme il l'avait déjà fait quelques jours auparavant face à Macky Sall du Sénégal ; Alhadji Baba Danpullo a ensuite invité la classe politique bissau-guinéenne, pays très souvent en proie à l'instabilité politique, à œuvrer pour la promotion de la paix, principal gage de l'attraction des investisseurs.

Impressionné par la qualité de l'accueil qui lui a été réservé aussi bien au Sénégal qu'en Guinée-Bissau, renseigne-t-on dans l'entourage du milliardaire de Ndawara, Alhadji Baba Danpullo ambitionne d'investir davantage dans ces deux pays, dans lesquels il détient déjà quelques actifs. Au cours des prochaines années, informe-t-on, le milliardaire camerounais se propose d'investir plusieurs milliards de francs CFA, comme c'est déjà le cas au Nigeria et en Afrique du Sud, les deux pays d'Afrique dans lesquels la première fortune d'Afrique subsaharienne francophone est certainement la mieux implantée.

Assis sur un matelas financier évalué par le magazine Forbes à environ 550 milliards de francs CFA, Alhadji Baba Danpullo est un ancien camionneur devenu riche à coups d'investissements dans l'immobilier, les télécoms et l'agro-industrie, aussi bien au Cameroun qu'en Afrique et en Europe.

Le milliardaire camerounais Baba Danpullo engage plus de 300 millions de FCFA dans une fausse transaction immobilière

Oummoul Koulsoumi, une jeune Camerounaise âgée de 39 ans, a réussi à soutirer une somme de plus de 300 millions de francs CFA au milliardaire Baba Danpullo, présenté par le magazine Forbes comme étant la première fortune d'Afrique subsaharienne francophone, a révélé le tri-hebdomadaire régional *L'Oeil du Sahel*.
Pour parvenir à ses fins, la jeune dame s'est fait passer pour la fille d'Alhadji Mohamadou Abbo Ousmanou (elle est en réalité sa nièce), le très prospère homme d'affaires de Ngaoundéré, dans la partie septentrionale du Cameroun. Prétextant une maladie grave dont serait atteint son supposé géniteur, et qui nécessite d'importants moyens financiers, Oummoul Koulsoumi, qui dira être envoyée par Alhadji Abbo lui-même, va proposer à Baba Danpullo l'achat de deux immeubles appartenant à son « père » dans la ville de Yaoundé. Montant de la transaction : 400 millions de francs CFA. Grâce aux services d'un excellent imitateur, qui va alors se faire passer pour Alhadji Abbo lors de conversations téléphoniques avec Baba Danpullo, ce dernier va être rassuré et signer, le 24 mai et le 18 juin 2017, quatre chèques de 50 millions de francs CFA chacun. Ces chèques, accompagnés d'une enveloppe en espèces de 160 000 euros (environ 105 millions de FCFA) sont remis à la jeune apporteuse d'affaires.
Pour boucler la transaction immobilière, apprend-on, Baba Danpullo exige cependant de rentrer en possession des titres fonciers des deux immeubles achetés. C'est alors qu'après avoir déjà encaissé une somme de plus de 300 millions de francs CFA, Oummoul Koulsoumi, qui tient à plumer le milliardaire jusqu'au bout, lui fait parvenir un certificat attestant de la propriété d'Alhadji Abbo sur deux immeubles dans le quartier huppé du Golf à Yaoundé. Sur la base des vérifications faites à partir des références portées sur le certificat de propriété, il s'avère que le document est faux. Censé appartenir à Alhadji Abbo, les références, elles, font plutôt apparaître

le nom d'une certaine Houreiratou. La supercherie est découverte, et une plainte est aussitôt déposée contre la supposée fille d'Alhadji Abbo. Interpellée par la gendarmerie le 21 août 2017 dans la capitale camerounaise, apprend-on, l'usurpatrice a déjà restitué une partie de l'argent extorqué au milliardaire Baba Danpullo. Il reste, selon les gendarmes, à recouvrer environ 188 millions de francs CFA.

La BEAC, institut d'émission des six pays de la Cemac, va construire un nouvel immeuble pour abriter la direction nationale du Cameroun

La Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), banque centrale des six Etats de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad, Centrafrique), envisage de construire un nouvel immeuble à Yaoundé, afin d'abriter la direction nationale du Cameroun, qui partage actuellement le même bâtiment que la représentation locale du FMI.
C'est ce qu'indique un avis international que vient de lancer cet institut d'émission, en vue du recrutement d'un cabinet devant réaliser les études architecturales, techniques, et confectionner une maquette pour ce projet.
Les cabinets intéressés par cet appel à manifestation d'intérêt sont invités à déposer leurs dossiers de soumission au plus tard le 27 septembre 2017, à 12h, à l'immeuble-siège de la BEAC à Yaoundé.

AGRICULTURE

La forte pluviométrie et les exportations renchérissent la tomate sur le marché camerounais

En ce mois d'août, l'abondance des pluies entraîne le pourrissement rapide d'importantes quantités de tomates dans les bassins de production du Cameroun, fait remarquer un ingénieur agronome. Cette conjoncture autour de la tomate depuis un mois, a provoqué une baisse de l'offre, dont le corollaire est l'augmentation des prix sur le marché.

Aussi, observe-t-on, dans certains marchés du pays, le prix du cageot de tomates est passé pratiquement du simple au double, voire plus. Selon des ménagères de la capitale camerounaise, par exemple, il faut désormais débourser entre 11 et 12 000 francs CFA pour acquérir un cageot de tomates, qui revenait à seulement 6 000 francs CFA, il y a encore deux mois.

La faiblesse actuelle de l'offre en tomates sur le marché local est renforcée par les exportations massives de ce fruit vers les pays voisins tels que le Gabon, ou encore la Guinée-Equatoriale, où les prix sont plus rémunérateurs que ceux pratiqués localement, fait observer un commerçant de la capitale.

Une prime aux producteurs instituée à partir de la campagne 2017-2018, afin d'améliorer la qualité du cacao camerounais

En lançant la campagne cacaoyère 2017-2018, le 25 août dernier à Ntui, dans la région du Centre du Cameroun, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a annoncé l'institution d'une prime à la qualité, afin d'encourager les cacaoculteurs à produire mieux. Versée en fin de campagne aux acteurs qui se seront démarqués au cours de la campagne par la qualité de leur production cacaoyère, cette prime sera prélevée, apprend-on, sur la quote-part de la redevance revenant au Fonds de développement des filières cacao-café (FODECC). Le montant et les modalités de versement de cette prime restent à préciser par le Ministère du commerce, informe-t-on.

Cette incitation gouvernementale vient s'ajouter aux initiatives déjà entreprises par certains exportateurs qui se sont, depuis des années, lancés

dans la bataille pour l'amélioration de la qualité du cacao camerounais, en encourageant la production d'un cacao certifié.

Il en est ainsi de Telcar Cocoa, négociant local de l'Américain Cargill, qui a, au cours des quatre dernières campagnes cacaoyères au Cameroun, distribué environ 1,5 milliard de francs CFA de primes aux producteurs de cacao certifiés.

Pour rappel, au cours de la campagne 2015-2016, environ 97% des fèves exportées par le Cameroun étaient de grade II. Selon le ministre du Commerce, du fait de sa qualité qui ne s'améliore pas beaucoup, en dépit des efforts déployés depuis des années par l'interprofession et les pouvoirs publics, le cacao camerounais connaît actuellement une décote de 200 francs CFA le kilogramme sur le marché mondial.

Entre le début et la fin de la campagne cacaoyère 2016-2017, le kg de fèves a connu une décote de 500 FCFA

Contrairement aux années précédentes, les prix bord champs du cacao au Cameroun n'ont pas été des plus alléchants. « *La campagne 2016/2017 a commencé, à l'image des campagnes précédentes, avec beaucoup d'espoirs. Dans certains bassins, les prix bord champs ont affiché 1400 francs CFA le kg en septembre et octobre 2016. Les mauvaises nouvelles du marché s'étant confirmées au cours des mois qui ont suivi, la baisse des prix a été continue, pour atteindre le niveau moyen de 900 francs CFA le kg en fin de campagne* », soit une décote de 500 francs CFA par kg, indique le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), dans une note adressée au gouvernement.

A en croire l'interprofession cacao-café, « *cette situation est imputable au contexte de surproduction que connait la filière, et qui procède des politiques d'augmentation de la production engagées dans tous les pays producteurs, au regard d'une hausse constante des cours pendant les cinq dernières campagnes. Avec des stocks au plus haut niveau et une production qui a augmenté plus rapidement que les broyages, l'effondrement des prix était inévitable* ».

En effet, selon les statistiques de l'Icco, l'instance faîtière du cacao mondial, la dernière campagne cacaoyère dans le monde a été caractérisée par un excédent de production estimé à 380 000 tonnes. Couplée à la baisse de la demande des broyeurs de fèves, cette situation a conduit à une baisse des cours mondiaux, avec un impact notable sur les prix bord champs dans les pays producteurs.

Au Cameroun, afin de maintenir le pouvoir d'achat des producteurs, habitués à vendre le kg de cacao entre 1000 et 1600 francs CFA, depuis les cinq dernières campagnes, le gouvernement a décidé, pour la nouvelle campagne, officiellement lancée le 25 août 2017, de réduire de 50% la redevance à l'exportation. Cette mesure, apprend-on, vise à offrir plus de marge aux exportateurs qui, à leur tour, devront reverser des prix confortables aux producteurs.

Le Cameroun est le 6ème fournisseur de coton à la Chine, avec 4920 tonnes au premier semestre 2017

Selon les statistiques de la douane chinoise révélées par Commodafrica, la Chine a importé 4920 tonnes de coton du Cameroun, entre janvier et juin 2017, dont 648 tonnes au cours du seul mois de juin dernier.

Ce pays d'Afrique centrale se positionne ainsi au 6ème rang des fournisseurs de coton brut à la Chine, loin derrière des pays tels que les Etats-Unis, l'Australie ou encore l'Inde.

A l'échelle africaine, le Cameroun est le 3ème fournisseur de l'Empire du milieu, derrière le Bénin (16 837 tonnes au premier semestre) et le Soudan (13 030 tonnes), mais devant le Burkina Faso (4755 tonnes).

Pour rappel, selon les conclusions d'un forum sous le thème « *Evolution, défis et perspectives de la filière coton au Cameroun et son accompagnement par les partenaires* », rencontre organisée en mai 2017, en marge de la célébration de la semaine de l'Europe, plus de 80% du coton africain est traité en Chine, à des coûts beaucoup plus bas.

ENERGIE

Des ingénieurs camerounais formés à la petite hydroélectricité à l'initiative de l'ONUDI

Pendant une dizaine de jours, 50 ingénieurs en herbe de l'Ecole nationale supérieure polytechnique de Yaoundé et autres experts des questions d'énergie, viennent de recevoir une formation sur le montage de mini-centrales hydroélectriques.
C'était à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).
Après une semaine de cours théoriques, ces apprenants sont descendus sur le terrain, pour implémenter les connaissances acquises, à travers le montage de mini-centrales dans les régions du Littoral et de l'Ouest du pays.
Selon les experts, face à la cherté des infrastructures hydroélectriques d'envergure, telles que les barrages, la mini-hydroélectricité constitue une belle parade pour les investisseurs privés et les Etats, dans leur quête à rendre l'électricité accessible à tous.

La Camerounaise Monique Ntumngia remporte un prix sur la promotion des énergies renouvelables au Rwanda

Jeune juriste camerounaise âgée de 27 ans, Monique Ntumngia (photo) vient de remporter le premier prix du concours « Green Girls Monafrick Energy », organisé le 17 août 2017 à Kigali, la capitale rwandaise.
Reçue après son prix par le ministre des PME, Laurent Serge Etoundi Ngoa, la passionnée des énergies renouvelables a émis le vœu de voir le gouvernement camerounais mettre en place un incubateur dans le secteur des énergies renouvelables.
Monique Ntumngia a été récompensée pour son « Green Girls Project », qui, à travers une ONG éponyme, permet de former des jeunes filles à la production du biogaz à partir des bio-digesteurs et des matières organiques végétales ou animales.
« Green Girls Project » a été lancé en août 2016, et a bénéficié du soutien financier du département d'Etat américain, à travers son African Women's Entrepreneurship Program, qui permet de promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

TRANSPORTS

Après l'éviction de Necotrans, et en dépit des appétits de Bolloré, ICTSI et Olam lorgnent sur le terminal polyvalent du port de Kribi

Les 25 et 28 juillet 2017, le groupe singapourien Olam et le Philippin ICTSI ont respectivement saisi le gouvernement camerounais, afin de manifester leur intérêt pour la reprise de la place laissée par le Français Necotrans dans le consortium désigné adjudicataire (en 2015) du contrat de concession du terminal polyvalent du port en eau profonde de Kribi, en attente de mise en service dans la région du Sud du Cameroun.

Cette information est révélée par le journal Intégration, au moment où le confrère Les Echos annonce plutôt la reprise de ces actifs de Necotrans sur le port de Kribi par un consortium conduit par le groupe Bolloré, à la suite de la liquidation judiciaire des actifs du groupe Necotrans, prononcée en France.

Pour l'heure, des sources internes à la filiale camerounaise de Bolloré Transport Logistics réfutent cette information relative à la reprise des actifs de Necotrans sur le terminal polyvalent du port en eau profonde de Kribi.

Mais, s'il venait à être confirmé, ce positionnement du logisticien français Bolloré sur le terminal polyvalent de la plus grande infrastructure portuaire du Cameroun, après avoir ravi le terminal à conteneurs en groupement avec CHEC et CMA CGM, pourrait poser quelques problèmes juridiques, selon des experts. Ces derniers font savoir que, avant son éviction du consortium formé avec KPMO pour opérer le terminal polyvalent de Kribi, Necotrans n'avait pas encore signé de contrat formel de concession avec les autorités camerounaises. Par conséquent, cet opérateur ne saurait revendiquer le moindre actif sur ce terminal pour lequel il a été incapable de tenir ses premiers engagements, pour cause d'insolvabilité.

Frederik Klinke prend officiellement les rênes de DIT, le concessionnaire du terminal à conteneurs du port de Douala

Nommé à l'issue d'un conseil d'administration tenu le 21 avril 2017, apprend-on de sources autorisées, Frederik Klinke, de nationalité danoise, a été officiellement installé, le 24 août 2017, à Douala, dans ses fonctions de Directeur général de Douala International Terminal (DIT), l'entreprise concessionnaire du terminal à conteneurs du port de Douala.
Directeur financier et des projets chez APM Terminals avant sa nomination, Frederik Klinke remplace, à ce poste, son compatriote Jakob Sidenius qui aura dirigé DIT entre mai 2014 et avril 2017.
Doté d'une expérience de quinze ans dans le domaine maritime, le nouveau DG de DIT a, tour à tour, été directeur financier de Suez Canal Container Terminal, en Egypte, et de APM Terminals Tangier, au Maroc ; puis responsable du contrôle de gestion régional chez Damco Logistics Asie Pacifique.
Diplômé en finances stratégiques de l'IMD Business School de Genève, en Suisse, le nouveau promu est également titulaire d'un MBA de l'Esade Business School, en Espagne.
Selon les responsables de DIT, Frederik Klinke justifie « *d'une connaissance singulière de l'environnement maritime et d'une expérience particulière dans la gestion des terminaux portuaires* », qui lui permettront d'apporter « *à DIT une dynamique nouvelle, en droite ligne des engagements pris par les actionnaires de référence de DIT auprès des autorités du Cameroun* ».

Au Cameroun, l'administration publique est le principal responsable de l'engorgement de l'espace portuaire

« Procédures et formalités de dédouanement des marchandises à l'import et à l'export dans les ports du Cameroun ». Tel est le thème d'un séminaire de renforcement des capacités que le Conseil national des chargeurs du Cameroun (CNCC), vient d'organiser à l'intention des administrations publiques camerounaises.
Il était question, au cours de cette rencontre, de sensibiliser les responsables de ces administrations sur la nécessité de respecter les délais de passage de leurs marchandises au port de Douala, afin de ne plus engorger l'espace portuaire. En effet, fait remarquer le directeur général du CNCC, Auguste Mbappé Penda, « *à l'analyse des statistiques, il apparaît clairement que plusieurs conteneurs en stationnement prolongé appartiennent à divers ministères. Il s'agit d'une situation chaotique qui en rajoute à l'encombrement des ports et réduit leur compétitivité* ».
A en croire le ministre délégué auprès du ministre des Transports, Mefiro Oumarou, l'engorgement du port de Douala par des conteneurs appartenant à l'Etat ou ses démembrements, tient de ce que « *très souvent, quand on passe des marchés, on indique livraison au Cameroun et non dans tel département ou telle ville. Du coup, le partenaire étranger fait la livraison au port de Douala, sachant qu'il est au Cameroun. Maintenant, il faut toute une procédure et parfois même un autre marché pour enlever les conteneurs du port vers les sites de projets* ».

INDUSTRIE

Au détriment de la CICAM, les pays d'Asie et d'Afrique de l'Ouest contrôlent 95% du marché du pagne au Cameroun

Malgré les mesures de redressement entreprises depuis des années, la Cotonnière industrielle du Cameroun (CICAM), la plus importante entreprise de transformation du coton du pays, a du mal à sortir de la mauvaise passe que lui imposent les importations massives des tissus en provenance des pays d'Asie et d'Afrique de l'Ouest.

Selon Paul Eloundou Ondobo, le directeur des affaires financières de la CICAM, cette entreprise publique ne revendique désormais qu'à peine « *5% des parts du marché du pagne* » dans le pays, contre 80% pour les produits en provenance de l'Asie (principalement de la Chine), 10% du Nigeria, et 5% des autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

La plupart du temps, soutient-on aussi bien à la CICAM qu'à la brigade de répression des fraudes du Ministère du commerce, ces tissus importés sont le fruit de la contrebande. Il en est ainsi des 43 000 pagnes saisis au début de cette semaine par les agents de ce département ministériel, au marché central de Douala, la capitale économique camerounaise.

A l'approche de la célébration des journées internationales pour lesquelles des pagnes spéciaux sont conçus (journée de la femme, des enseignants, etc.), il est même devenu récurrent que les modèles transmis à la CICAM pour production, soient contrefaits via des circuits parallèles, puis revendus bon marché sur le marché camerounais.

Pour rappel, la CICAM a été créée en 1965, à la faveur d'un partenariat entre l'Etat camerounais, la Banque allemande de développement (DEG) et le groupe textile français DMC. Cette unité industrielle est spécialisée dans la fabrication de pagnes et serviettes de bain 100% coton, qui sont de moins en moins consommés, au profit des produits importés.

Devenu prestataire de services dans le BTP, le Matgénie fait la cour aux communes camerounaises

Le Parc national du matériel de génie civil (Matgénie) entend tirer grand profit des fonds transférés aux communes camerounaises, dans le cadre de la décentralisation, afin de réaliser des travaux d'entretien routier. C'est ce qui ressort d'une descente sur le terrain que viennent d'effectuer les nouveaux responsables de cette entreprise publique dans certaines communes de la région du Centre. En effet, bien qu'aucune action concrète n'ait été menée jusqu'ici, le Matgénie et une centaine de communes camerounaises sont liés, depuis plus de deux ans, par un partenariat permettant à cette entreprise publique d'accompagner les communes dans leurs travaux d'aménagement des voiries urbaines et d'entretien des pistes rurales. C'est ce partenariat que les nouveaux dirigeants du Matgénie souhaitent enfin activer.

« *Que les maires nous confient la réalisation des travaux directement est une bonne chose. S'ils les confient aux privés n'ayant pas d'engins, nous pourrons également intervenir et le travail sera fait* », explique Désiré Abogo Ntang, le nouveau directeur général du Matgénie.

Pour rappel, jadis exclusivement dédiée à l'acquisition, puis la mise en location et la maintenance du matériel de génie civil destiné aux entreprises du BTP ne disposant pas de moyens pour acquérir leur propre matériel, le Matgénie a vu ses compétences être étendues aux prestations de services dans le secteur du BTP au Cameroun. Cette réforme est l'objet d'un décret présidentiel signé en 2015.

L'Italien Bombelli veut implanter une usine de fabrication de chaussures dans la ville camerounaise de Bafoussam

En partenariat avec le Comité de compétitivité du Cameroun, la société italienne Bombelli, l'un des leaders mondiaux des équipements et machines pour l'industrie de la chaussure, ambitionne de créer une usine de fabrication dans la ville de Bafoussam, région de l'Ouest-Cameroun.

L'information vient d'être révélée par Adamou Siddiki, un responsable de la corporation des travailleurs du cuir. C'était au cours d'une rencontre entre les opérateurs économiques camerounais et Samuela Isopi, l'Ambassadrice d'Italie en fin de séjour au Cameroun, qui souhaitait ainsi faire le point sur l'état d'avancement de certains contacts d'affaires noués entre investisseurs italiens et camerounais.

A côté de ce projet, a-t-on appris de la même source, les Nouvelles tanneries du Cameroun (NOTACAM) vont bientôt bénéficier de l'expertise de la société italienne Copar Srl, dans le cadre d'une assistance technique.

MINES

Face aux hésitations de China Gezhouba, le Cameroun et Sundance recherchent des investisseurs alternatifs pour le fer de Mbalam

Annoncée pour signature en décembre 2015, puis reportée à une date ultérieure, la convention de partenariat avec la société China Gezhouba, pour la réalisation des travaux de construction des infrastructures (chemin de fer de plus de 500 km et terminal minéralier du port en eau profonde de Kribi) liées au projet d'exploitation du gisement de fer de Mbalam, à cheval sur le Cameroun et le Congo, se fait toujours attendre plus d'un an et demi plus tard.

Les espoirs de voir cette convention être signée semblent même finalement s'évanouir. C'est du moins ce que laisse penser le rapport d'activité à fin juin 2017 de la junior minière australienne Sundance Resources, le développeur de ce projet devant permettre l'exploitation de ce gisement de fer d'un potentiel officiellement estimé à 40 millions de tonnes.

En effet, face aux réticences de China Gezhouba, qui, après un accord préalable avec l'Etat camerounais, invoque désormais la mauvaise conjoncture autour des cours mondiaux du minerai de fer pour ne pas s'engager dans ce projet, Sundance Resources révèle dans le rapport susmentionné, qu'il accompagne désormais le gouvernement dans la recherche d'investisseurs alternatifs, y compris parmi des entreprises chinoises. Et que les discussions avec ces potentiels nouveaux partenaires se poursuivent depuis le début de ce 3ème trimestre 2017.

Cette démarche de la junior minière australienne peut s'expliquer par la pression mise sur ce groupe minier (auquel il incombe la recherche des financements pour la construction de la mine) par le gouvernement camerounais.

En effet, confessent les responsables de Sundance dans leur rapport d'activité au premier semestre 2017, bien qu'ayant de nouveau étendu la convention de ce groupe minier australien sur le projet de Mbalam jusqu'au 26 janvier 2018, le gouvernement camerounais conditionne une dernière extension sur une nouvelle période de six mois (soit juin 2018), au fait que « *Sundance puisse justifier d'importants progrès sur le financement du projet de minerai de fer de Mbalam, soit par lui-même, soit avec un partenaire crédible* ».

En clair, après plusieurs années de développement de ce projet minier, sur lequel les investisseurs n'accourent pas jusqu'ici, l'Etat du Cameroun (qui peine lui-même à trouver des investisseurs pour la construction des infrastructures liées au projet) donne à Sundance Resources jusqu'à juin 2018 pour trouver des partenaires nécessaires pour construire la mine, ou alors se retirer du projet, dans le cas contraire.

Une situation qui pourrait ne pas déplaire à China Gezhouba qui, selon des sources proches du dossier, aurait discrètement confié aux autorités camerounaises son vœu de se positionner tout seul sur ce projet minier (éventuellement avec d'autres

partenaires chinois), et non en partenariat avec le développeur initial qu'est le groupe minier australien.

Pour rappel, face à l'incapacité de Sundance Resources à pouvoir mobiliser la totalité des financements nécessaires pour le lancement de l'exploitation du gisement de fer de Mbalam, le gouvernement camerounais s'est engagé, dès juin 2015, à trouver lui-même les financements pour la construction du chemin de fer Mbalam-Kribi (entre 1000 et 1500 milliards de francs CFA, selon les évaluations officielles), d'une part, et d'autre part, du terminal minéralier du port en eau profonde de Kribi (environ 450 milliards de francs CFA), qui permettra d'exporter le fer exploité à partir du gisement de Mbalam. Seuls les financements pour la construction de la mine restent dans le cahier des charges de Sundance.

TIC & TELECOM

Au Cameroun, des nationaux ont pris le contrôle à 100% de YooMe, ancienne filiale du Suisse YooMee Africa AG

Le FAI YooMe Cameroun a opéré une mutation majeure le 25 août dernier à Douala, la capitale économique camerounaise, en devenant YooMe mobile. Cette nouvelle entité va évoluer, non plus dans la fourniture de l'internet comme par le passé, mais plutôt en tant qu'opérateur virtuel de la téléphonie mobile (MNVO), grâce à un partenariat avec Camtel, l'opérateur historique des télécoms au Cameroun.
Mais selon Emmanuel Forson, le patron de la nouvelle entité, cette mutation technique a été précédée par une mutation structurelle, qui fait désormais de YooMe Mobile, une entreprise dont le capital est à 100% détenu par des Camerounais.
Pour rappel, avant cette cession d'actifs, dont les détails n'ont pas été révélés, YooMe Cameroun était une

filiale de la société YooMee Africa AG, basée à Genève, en Suisse. Les nouveaux repreneurs au Cameroun annoncent des investissements d'environ 10 milliards de francs CFA et la création de plus de 2000 emplois directs et indirects.

Après Yaoundé et Douala, Vodafone Cameroun s'attaque au marché de l'internet dans huit autres villes

Vodafone Cameroun, fournisseur d'accès internet (FAI) venu bousculer les habitudes sur le marché local de l'internet en 2016, vient d'opérationnaliser son réseau 4G LTE dans les villes de Bafoussam (région de l'Ouest), Bamenda (Nord-Ouest), Buéa, Kumba, Mutengene, Limbé (Sud-Ouest), Edéa (Littoral) et Kribi (Sud), a-t-on appris officiellement.
Ce déploiement dans quatre nouvelles régions (Vodafone était déjà présent à Douala, dans le Littoral), est le fruit d'une convention de partage des réseaux signée en juillet 2017 avec Camtel, l'opérateur historique des télécoms.
Initialement opérationnel à Douala et Yaoundé, les deux principales villes du pays, qui pèsent 80% du marché des télécoms ; l'extension du réseau Vodafone à huit autres villes camerounaises va davantage durcir la concurrence sur le marché local de l'internet, sur lequel FAI (Creolink, YooMe, Blosat, Gosat, etc) et opérateurs de la téléphonie (MTN, Orange, Nexttel, Camtel) se livrent déjà une bataille rangée, avec les technologies les plus modernes (satellite, fibre optique, 3 et 4G, etc.).

MTN Cameroun a aligné des contre-performances au premier semestre 2017

Pour la première fois depuis le lancement de ses réseaux 3 et 4G en 2015, les revenus data de la filiale au Cameroun du groupe télécoms sud-africain MTN International ont chuté au premier semestre 2017.
Cette contre-performance peut s'expliquer par la concurrence qui s'amplifie sur le marché de l'internet, depuis l'arrivée du fournisseur d'accès internet (FAI) Vodafone Cameroun, qui s'est directement attaqué aux villes de Yaoundé et Douala, lesquelles pèsent 80% du marché des télécoms dans le pays.
En effet, selon les états financiers du groupe à fin juin 2017, les revenus data de MTN Cameroun, leader du marché du mobile avec 55,47% des parts, ont culminé à 455 millions de rands (un rand égal à 41,78 francs CFA), contre 468 millions de rands au cours de la même période en 2016, ce qui révèle une baisse de 13 millions de rands.
Ce fléchissement de la courbe des revenus data chez MTN Cameroun, lesquels ont pourtant cru de façon exponentielle depuis 2015 (67,5% en 2015, puis 78% au premier trimestre 2016), est symptomatique des contre-performances affichées par cet opérateur au cours des six premiers mois de l'année 2017. Son EBITDA (indicateur qui renseigne sur la rentabilité de l'activité de l'entreprise) est ainsi passé de 1218 millions de rands au 30 juin 2016 à seulement 808 millions de rands au premier semestre 2017, soit une baisse drastique de 410 millions rands. La proportion de la baisse des revenus globaux de cet opérateur mobile au cours de la période sous revue est encore plus considérable, puisqu'elle a atteint 593 millions de rands, passant de 3202 millions de rands au premier semestre 2016 à seulement 2609 millions de rands au cours de la même période en 2017.
Cette chute libre est imputable non seulement à la baisse des revenus data, qui représentaient déjà 19% des revenus globaux de MTN Cameroun à la fin de l'année 2016 ; mais aussi à la diminution des revenus de la voix sortante (-503 millions de rands) et de la voix entrante (-52 millions de rands). Même les revenus des SMS ont chuté de 15 millions de rands, tandis que ceux procurés par les services digitaux ont fléchi de 24 millions de rands.
L'on découvre cependant dans le rapport financier du groupe que MTN Cameroun a considérablement réduit ses charges d'exploitation au premier semestre 2017. Celles-ci sont passées de 1984 millions de rands à 1801 millions de rands entre juin 2016 et juin 2017. Cela correspond à une réduction globale de 183 millions de rands, dont 46 millions de rands (environ 25% du total) sur les charges marketing ; toutes choses qui peuvent expliquer le manque d'agressivité de cet opérateur sur le marché camerounais au cours du premier semestre 2017.

SERVICES

La société SICC annonce la livraison d'un espace marchand de près de 1400 boutiques en 2018, dans la ville de Douala

Initialement prévue pour septembre 2016, la livraison du chantier de construction de près de 1400 boutiques sur l'ancien site du marché Congo à Douala, la capitale économique camerounaise, n'aura finalement lieu qu'en 2018, soit avec environ deux ans de retard.
C'est du moins la nouvelle échéance que vient de donner la société SICC (SouthWest International Construction Corporation), fruit d'une joint-venture entre des partenaires américains et des opérateurs économiques camerounais.
« *Nous avons eu du retard, certes, mais les obstacles ont été surmontés. Aujourd'hui, l'accalmie est retrouvée* », a expliqué Brigitte Soppo Ngallé, responsable de SICC, au sortir d'une signature de convention avec les partenaires américains.
Le coût de ce projet conçu sur le modèle d'un partenariat public-privé, avec la Communauté urbaine de Douala, la super-mairie de la capitale économique, est estimé à environ 7 milliards de francs CFA. Les matériaux utilisés sont préfabriqués, grâce à une technologie mise à disposition par les partenaires américains.

Le fonds d'investissements britannique Actis veut construire un centre touristique de 80 milliards FCFA au Cameroun

Le Fonds d'investissements britannique Actis annonce le lancement, dès le mois de novembre 2017, des travaux de construction d'un centre touristique dans la ville de Douala, la capitale économique camerounaise. Ce projet qui intègre un hôtel cinq étoiles, une salle de cinéma et des galeries marchandes, coûtera 80 milliards de francs CFA.
Ces informations ont été révélées au cours de la signature d'une convention entre les représentants locaux de ce fonds d'investissements et les responsables de l'Agence de promotion des investissements (API) du Cameroun, lequel organisme étatique contribuera à apporter des facilités fiscalo-douanières dans la réalisation de ce projet touristique.
Avec ce nouvel investissement, Actis se diversifie ainsi sur le territoire camerounais, après la reprise, il y a quelques années, des actifs de l'Américain AES dans le capital social d'Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité dans le pays.

LEADER DU MOIS

Le Camerounais Jean Paul Missi réélu au poste de PCA de Shelter Afrique

Jean Paul Missi, président du conseil d'administration (PCA) de Shelter Afrique.

Cette institution publique avait déjà, jusqu'en 2014, octroyé des crédits d'un montant total de 261 milliards de francs CFA aux particuliers et autres promoteurs immobiliers, ce qui a permis de construire 69 500 logements.

La 36ème assemblée générale annuelle de Shelter Afrique s'est achevée le 9 juillet 2017 au Zimbabwé, par la réélection du Camerounais Jean Paul Missi au poste de président du conseil d'administration (PCA) de cet organisme spécialisé dans le soutien des programmes de construction de logements sociaux sur le continent africain. A ce titre, ce commis de l'Etat camerounais siègera à nouveau au sein du conseil d'administration de Shelter Afrique pour une durée de trois ans.

Constitué de 44 Etats-membres, Shelter Afrique a été créé en 1982 avec le soutien de la Banque africaine de développement (BAD), avec pour objectif principal de contribuer à la promotion du financement du secteur de l'immobilier et de l'habitat sur le continent africain. A ce titre, Shelter Afrique offre à une gamme variée d'intervenants du secteur de l'immobilier, des produits tels que des lignes de crédits aux institutions financières, des prêts à la construction, le financement commercial, des placements privés ou co-entreprises, des services de conseils et d'assistance technique.

Haut fonctionnaire de l'administration publique camerounaise, le PCA réélu de Shelter Afrique est originaire de Nitoukou, dans la région du Centre du Cameroun. Il a été, pendant plusieurs années, le secrétaire général du Ministère du développement urbain et de l'habitat (MINDUH). Cependant, Jean Paul Missi siège au conseil d'administration de Shelter Afrique, en sa qualité de directeur général du Crédit Foncier du Cameroun, poste qu'il occupe depuis mars 2012.

Officiellement, cette institution publique, qui fait office de banque de l'habitat dans le pays, avait déjà, jusqu'en 2014, octroyé des crédits d'un montant total de 261 milliards de francs CFA aux particuliers et autres promoteurs immobiliers, ce qui a permis de construire 69 500 logements et d'aménager plus de 15 700 parcelles constructibles dans le pays.

Une performance qui n'a cependant pas permis au Cameroun de résorber le déficit de logements sociaux, estimé aujourd'hui à 1,3 million d'unités. Ceci à cause principalement du manque de financements nécessaires au lancement de grands projets immobiliers. En effet, selon les experts du Crédit foncier, les fonds disponibles pour le financement de l'immobilier au Cameroun ne représentent que 10% des besoins existants.

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun